



# OIM INFOS

GERER LES MIGRATIONS DANS L'INTERET DE TOUS



## Rédacteur en chef :

Jean-Philippe Chauzy

## Rédacteurs :

Niurka Piñeiro,  
Chris Lowenstein-Lom

## Collaborateurs :

Le personnel de l'OIM dans le monde entier

## Conception et mise en page :

Camille Pillon

## Traduction :

A. Dunoyer de Segonzac, J. Micner,  
E. Triano, J.-P. Quiviger, P. Nicolas

## Photo de couverture :

Le personnel de l'OIM aide les ressortissants de pays tiers fuyant l'Irak à quitter la Jordanie et rentrer chez eux.

© OIM 2003 – MJO0053  
(Photo: Jean-Philippe Chauzy)

**OIM Infos** est publié tous les trois mois en anglais, français et espagnol. Pour tout renseignement et toute correspondance, s'adresser à :

Organisation internationale pour les migrations  
C.P. 71, CH 1211 Genève 19, Suisse  
Tél: +41.22.717 91 11  
Fax: +41.22.798 61 50  
E-mail: [info@iom.int](mailto:info@iom.int)

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration ; de mieux faire comprendre les questions de migration ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

OIM Infos est disponible sur l'Internet :

<http://www.iom.int>

# Sommaire

Des travailleurs migrants en fuite rentrent chez eux avec l'aide de l'OIM

11

Une famille soudanaise attend des jours meilleurs

4

« Le plus important, c'est l'école »

8

Opérations de l'OIM en Irak

6

Quatre ans après, l'OIM poursuit son action au Kosovo

12

La vie volée de Friedrich Zawrel

14

Une nouvelle vie en Espagne

17

Après les combats, l'espoir

18

Les premiers pas vers l'intégration des réfugiés soudanais en Finlande

20

Au Bangladesh, une marche des femmes contre la violence

22



© OIM 2003 – MJO0057 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)

Une petite fille soudanaise quitte l'Irak avec sa famille.



# L'OIM en Irak...

Au cours des deux premiers mois qui ont suivi le début de la guerre en Irak, l'OIM a aidé plus de 3 400 travailleurs étrangers ayant fui l'Irak à retourner chez eux depuis la Jordanie, la Syrie et l'Iran.

A la mi-avril, une fois le conflit terminé, l'OIM a lancé un programme de 8 millions de dollars financé par le gouvernement des Etats-Unis pour identifier et financer des projets qui auront un impact rapide et permettront d'améliorer rapidement les conditions de vie de la population. Le premier projet financé au titre de l'Initiative pour la transition de l'Irak (ITI) a consisté à remettre en état une école dans la ville portuaire d'Umm Qasr, dans le sud du pays.

Au moment où nous mettons sous presse, l'OIM envoie sur place du personnel international qui, sous la responsabilité générale du Coordinateur humanitaire des Nations Unies en Irak, coordonnera l'action des organisations qui apportent une aide aux populations déplacées dans le sud et le centre de l'Irak.

# Des travailleurs migrants en fuite rentrent chez eux avec l'aide de l'OIM

Le petit matin à Karama, seul point de passage officiel de la frontière entre l'Irak et la Jordanie. Situé dans une plaine inhospitalière, aride et balayée par les vents, cet endroit normalement très animé est désert. Le trafic commercial est pratiquement interrompu. Quelques rares voitures passent sous les arches en béton qui marquent la frontière. Certains des véhicules qui l'ont franchie ces derniers jours transportaient des ressortissants de pays tiers fuyant l'Irak.

Quelques centaines ont jusqu'à maintenant effectué le dangereux voyage de 500 km entre Bagdad et la frontière. L'afflux de travailleurs migrants et réfugiés prédit par certains ne s'est pas encore vérifié. Jour après jour, ils arrivent fatigués, par petits groupes, en famille ou un par un.

Une semaine après le début du conflit, l'OIM a apporté son assistance à moins de 600 travailleurs migrants, surtout soudanais et égyptiens, mais aussi somaliens, djiboutiens, érythréens, tchadiens et maliens. Tous avaient passé une bonne partie de leur vie à travailler en Irak, pour se retrouver finalement en Jordanie avec quelques maigres possessions ficelées dans des valises défoncées.

De l'autre côté de la frontière, en Jordanie, des autocars affrétés par l'OIM attendent de transporter les nouveaux arrivants au camp de transit de Ruweished, à une soixantaine de kilomètres de là.

Ce camp a été installé à la veille du conflit par le Croissant-Rouge jordanien,



Une jeune mère et son enfant au camp de Ruweished, en Jordanie.



avec le concours de l'OIM et de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Des dizaines de tentes ont été montées dans ce milieu inhospitalier pour fournir abri et assistance à ceux qui ont fui l'Irak.

Régulièrement, des vents violents dévastent le camp, arrachant les tentes et éparpillant des vêtements, des couvertures et des matelas dans les larges allées du camp et au-delà, dans la vaste plaine aride qui l'entoure. Ruweished est toutefois un centre d'accueil temporaire où des personnes seules et des familles sont hébergées et enregistrées, et où elles reçoivent une assistance médicale en attendant que leur voyage de retour dans leur pays d'origine soit organisé.

La plupart sont des Soudanais qui ont vécu et travaillé de longues années en Irak. Ils disent avoir abandonné leur domicile et leurs possessions durement acquises. Sans possibilité immédiate de retour en Irak, ils ont décidé en majorité de quitter la région et de retourner chez eux avec l'assistance de l'OIM. Ahmad Ahmad Abu Baker est soudanais. Il a travaillé treize ans à Bagdad mais est arrivé à Karama avec une simple valise et un vieil attaché-case marron.

« C'est toute ma vie que j'ai laissée à Bagdad » dit-il d'un ton amer. « Je retourne au Soudan pour y rejoindre ma famille. »

Vêtu d'un anorak rouge usé et trop grand pour lui, Mamadou Ouattara, âgé de 26 ans, a quitté Bamako, la capitale malienne il y a cinq ans pour étudier le droit islamique en Irak. Il dit avoir apprécié les années qu'il a passées à Bagdad et s'y être fait de nombreux amis parmi les Irakiens et les autres Africains de l'ouest qui vivaient et travaillaient comme lui à Bagdad.

Mamadou dit qu'il a quitté la capitale irakienne avec d'autres étrangers à la veille des premiers bombardements, avec une valise et les vêtements qu'il porte sur lui.

Mamadou semble épuisé, physiquement et nerveusement. « Je suis si heureux d'avoir pu gagner la frontière, » dit-il. « Je pense que l'Irak, c'est fini pour moi. Le voyage en autocar était long et nous étions tous soulagés d'arriver à la frontière. » Interrogé sur ses projets, il répond : « Je veux appeler ma famille pour lui dire que je vais bien, et puis rentrer chez moi. »

La fuite vers l'ouest jusqu'en Jordanie a coûté cher à certains. Un Soudanais avoue avoir payé une grosse somme pour atteindre la frontière. « Il faut payer 2 000 dollars à un camionneur pour y aller de Bagdad. On partage les frais à trois ou quatre, mais c'est très difficile parce que beaucoup de gens n'ont pas les moyens. Regardez autour de vous, personne ici n'a pas même un dollar. Nous avons de la nourriture et un abri, mais pas d'argent. »

Mais tout le monde ne souhaite pas quitter Ruweished, du moins pour l'instant. Jum'a Adel Jum'a, âgé de 35 ans, a quitté le Soudan pour l'Irak, où il a eu pendant quinze ans son propre salon de coiffure. Les affaires marchaient bien mais il a dû partir parce que la situation devenait « trop difficile ».

« Tout ce que j'ai, je l'ai laissé à Bagdad et je veux donc y retourner. Je ne veux pas rentrer dans mon pays. Je ne sais pas où se trouve ma famille, et le Darfour, ma région d'origine dans l'ouest du pays, n'est pas sûr. »

Jum'a Adel Jum'a observe les préparatifs de départ d'un deuxième groupe de 147 Soudanais. Dans l'allée principale du camp, on peut voir de longs aligne-

ments de bagages. Les parents s'activent à remplir des valises cabossées et des boîtes en carton en mauvais état. Des garçons continuent à jouer aux billes dans la poussière avec des cailloux ronds et une petite fille saute à la corde.

Les autocars affrétés par l'OIM se présentent et l'embarquement commence. Le personnel médical de l'OIM a procédé auparavant à des contrôles ; les partants portent des cartes autour du cou : vertes s'ils sont en bonne santé et en état de voyager, jaunes et rouges s'ils ont besoin de soins médicaux, et/ou d'un accompagnateur.

Le moment du départ est enfin arrivé pour Ahmad Ahmad Abu Baker et les autres passagers des cinq autocars qui partent pour Amman, à 300 km de là. Tard dans la nuit, les familles arrivent à l'aéroport international d'Amman, avant-dernière étape de leur voyage de retour.

Georgette Hoshe, chef de mission de l'OIM, se trouve à l'aéroport avec le consul du Soudan à Amman pour s'assurer que les formalités d'embarquement et d'immigration se passent bien.

La nuit est froide et certains parlent de neige à Amman. En entrant dans la salle de départ, quelques personnes jettent un dernier regard en arrière, comme sur leur passé avant de partir. D'autres paraissent trop fatigués pour cela. Tous quittent le Moyen-Orient avec des sentiments mitigés. Seuls les enfants semblent heureux de retourner dans leur pays, qu'ils n'ont jamais connu pour beaucoup d'entre eux.

**Jean-Philippe Chauzy, du siège de l'OIM, en mission en Jordanie**

*Photo: Des Soudanais font la queue au camp de Ruweished en attendant que l'OIM les aide à retourner dans leur pays.*

© OIM 2003 - MJO0062 (Photo: Jean-Philippe Chauzy)

# Une famille soudanaise attend des jours meilleurs



*Malwal Agu Malwal et sa famille sont des chrétiens soudanais qui refusent de retourner dans leur pays de peur de persécutions.*

**Au** camp jordanien de Ruweished, tout le monde n'a pas décidé de retourner dans son pays avec l'assistance de l'OIM. Une semaine après avoir fui Bagdad, la famille Malwal a décidé de ne pas retourner au Soudan, pays qu'elle a quitté il y a près de vingt ans, et elle ne sait toujours pas si elle pourra ou devra retourner un jour en Irak.

Malwal Agu Malwal, âgé de 51 ans, est assis sous une tente de toile avec sa femme Halima et trois de leurs enfants. Rosa, 9 ans, et sa jeune sœur Acur s'occupent de leur petit frère Akon, âgé de 18 mois. Dehors, dans les allées poussiéreuses du camp, Rashad, 11 ans, et son jeune frère Dor jouent au football avec d'autres enfants qui ont récemment fui l'Irak avec leurs parents.

Des couvertures et de vieux matelas délavés sont alignés à la verticale pour essayer d'empêcher les courants d'air de pénétrer dans ces tentes où l'on vit à l'étroit. Par terre, au milieu du cercle familial, une bouilloire en étain est en équilibre instable sur un réchaud.

On s'efforce de tuer le temps en buvant sans cesse du thé sucré.

Le lendemain de l'arrivée de la famille Malwal à Ruweished, la bouilloire pleine de thé brûlant a ébouillanté la main droite du jeune Akon. Le personnel médical de

l'OIM présent dans le camp est promptement intervenu, mais la main d'Akon est encore couverte de cloques.

La famille Malwal vit ici des moments difficiles et incertains.

Malwal Agu Malwal et sa femme viennent de Waw, dans la région de Bahr El Ghazal, dans le sud du Soudan. Ce sont deux Dinkas chrétiens qui ont quitté leur pays misérable pour chercher une vie meilleure en Irak.

Pendant de nombreuses années, Malwal Agu Malwal a travaillé comme chauffeur à Bagdad et sa femme Halima a reçu une formation d'assistante dentaire. Ils s'y sont rencontrés et mariés en 1990.

« Je voulais vivre dans un endroit en paix où je pourrais trouver du travail pour subvenir aux besoins de ma famille, » dit Malwal Agu Malwal. « Les six premiers mois à Bagdad ont été difficiles parce que je ne pouvais pas trouver un bon travail, mais j'ai fini par devenir chauffeur à plein temps. C'était la belle vie. Je gagnais jusqu'à 600 dinars irakiens par mois. »

Malwal Agu Malwal a essayé d'économiser suffisamment pour s'acheter une voiture et se mettre à son compte, mais pour une raison ou pour une autre, il n'y est jamais parvenu.

« Les affaires ont commencé à aller mal après la guerre du golfe de 1991, » dit-il. « Les gens n'avaient pas beaucoup d'argent à dépenser et j'ai dû trouver des petits boulots pour joindre les deux bouts. »

La famille a loué un petit appartement de deux pièces à Kam Armad, quartier de Bagdad où vivent de nombreuses familles chrétiennes.

« Nous avions des lits, un canapé et même un réfrigérateur et un poste de télévision, » dit Malwal Agu Malwal, tout en ajoutant avec un regard triste que « nous avons dû tout laisser derrière nous. »

La famille a quitté Bagdad le 19 mars, jour où les bombes ont commencé à pleuvoir sur la capitale de l'Irak. La famille Malwal et 20 autres Soudanais



Portrait de Rashad, âgé de 11 ans.

ont réussi à réunir 900 dollars pour louer un autocar qui les a amenés à la frontière.

« Avant tout, j'avais peur pour ma famille, » dit Malwal Agu Malwal, ajoutant peu après, « si j'avais été seul, je serais resté. »

Ils disent que le voyage de sept heures en autocar a été « inconfortable et angoissant » et qu'une fois en Jordanie, ils se sont tous sentis en sécurité.

Interrogé sur ses projets d'avenir, le couple convient qu'il ne retournera pas au Soudan. « Nous ne voulons pas y retourner. Nous avons des problèmes avec le gouvernement parce que nous sommes chrétiens. Nous risquons d'être convertis de force à l'Islam, » dit Malwal Agu Malwal.

Tous deux disent avoir quitté leur pays depuis près de vingt ans et perdu de vue leurs familles et amis respectifs.

Malwal Agu Malwal dit qu'il retournera probablement en Irak avec sa famille « s'il y a la paix un jour » mais que pour l'instant, sa femme et lui se sentent amers et déprimés car ils craignent pour l'avenir de leurs enfants. « Nous sommes amers parce que nos enfants ne peuvent pas aller à l'école. Rashad et Rosa étaient de bons élèves au cours élémentaire et Akur venait d'entrer au cours préparatoire. »

Rashad est maintenant assis près de son père. Il dit qu'il s'est fait des amis au camp. C'est un garçon timide qui déclare que son équipe de football préférée est celle du Brésil et que son idole est Ronaldo. Interrogé sur ce qu'il veut faire quand il sera grand, il réfléchit un moment et dit « je voudrais être docteur ou peut-être footballeur pour pouvoir gagner beaucoup d'argent. »

Et que fera-t-il de tout cet argent ? « Je donnerai tout à ma mère et à mon père et ils en feront ce qu'ils voudront, » répond Rashad. « Nous aimerions aller n'importe où dans le monde où il y a la paix, n'importe où, » ajoute son père.

**Jean-Philippe Chauzy, du siège de l'OIM, en mission en Jordanie**



« Le plus important,  
c'est l'école »



# L'école secondaire d'Umm Qsar renaît grâce à un programme de transition pour l'Irak

Les yeux de Jassim Mohamed Elmqsouri se remplissent de tristesse lorsqu'il explique qu'il a passé les six meilleures années de sa vie à l'école secondaire d'Umm Qsar.

Il se sent plus vieux que son âge à cause des souffrances que lui-même et d'autres ont dû subir sous l'ancien régime de Saddam Hussein. « Nous payons tous les erreurs commises par l'ancien régime, » soupire-t-il, « mais maintenant, nous avons de nouveaux défis à relever. »

Jessim rappelle que son école est la première à avoir été construite à Umm Qsar en 1968. Ce bâtiment à deux niveaux comptait 13 salles de classe, un auditorium moderne, une salle pour les professeurs et des bureaux, ainsi qu'une grande cour intérieure.

Mais aujourd'hui, l'école est dans un triste état, sans eau et électricité ni latrines, les fenêtres et les portes sont cassées, le mobilier et les pupitres endommagés et il n'y a plus de manuels scolaires ni de matériel pédagogique.

« Quand j'étais adolescent, l'école avait bonne réputation. Elle desservait toute la population et était au cœur de la vie communautaire. Nous avions des professeurs consciencieux et les élèves étaient tous désireux d'apprendre. Mais regardez l'état de cette école à présent. Tout est vétuste, décrépit ou perdu. Ce que vous voyez, c'est la conséquence directe des années de négligence de l'ancien régime. »

Jassim est assis tout seul à son vieux pupitre dans une classe poussiéreuse et délabrée. Il nous explique fièrement qu'il est sorti diplômé de l'école en 1981 et qu'il a ensuite été professeur de technologie à Basra, non loin de là.

A la chute d'Umm Qsar, il a assumé des responsabilités au Conseil municipal. Père de deux enfants, il caresse maintenant une grande ambition : faire en sorte que Shahed, sa fille de 5 ans et Al Hussein, son fils de 3 ans, puissent fréquenter l'école quand ils auront 6 ans.

Il ajoute : « en Irak ; la loi stipule que tous les enfants âgés de 6 ans doivent être scolarisés. C'est au Conseil municipal de faire le nécessaire, et à l'OIM et ses partenaires de reconstruire l'école. »

Financé par le bureau de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) chargé des Initiatives de Transition, le programme de l'OIM est mis en œuvre avec la collectivité afin d'identifier et de financer des projets destinés à améliorer rapidement les conditions de vie de la population irakienne.

A Umm Qsar, le Conseil municipal nouvellement mis en place a fait savoir à l'OIM que la remise en état de l'école secondaire constitue une priorité absolue pour la collectivité.

« La remise en état de l'école secondaire est de la plus haute importance pour démontrer aux habitants d'Umm Qsar que la situation se normalise, » déclare Stephen Lennon, responsable du programme. « Bien que l'école nécessite de grands travaux, les chefs de la communauté, les enseignants et les élèves sont tous très motivés. »

Lorsqu'on parle de la réouverture de l'école, les yeux de Jassim se mettent à briller. « Je sens que de grandes responsabilités pèsent sur mes épaules et cela me fait rajeunir ! »

Dans une pièce décrépite, non loin de là, Abdel Amer, 53 ans, vit avec sa femme et leurs quatre enfants, Sahar, Hussein, Narjis, Mohand et Jihan. Il dit travailler comme gardien de l'école depuis 1968.



La salle de sciences est en piteux état.

Lui aussi a observé toutes sortes de changements ces dernières années, tandis que l'état de l'école se dégradait progressivement. Il confirme que les élèves ont malgré tout continué à la fréquenter régulièrement jusqu'à la mi-mars.

« Avant le 20 mars, environ quatre cents garçons suivaient les cours en alternance. Le lendemain, des combats ont éclaté dans la ville et ses environs. Un jour, les troupes britanniques ont encerclé le bâtiment et enfoncé les portes. Ils nous ont donné l'ordre de sortir. »

Abdel Amer et sa famille ont trouvé refuge non loin de là. Il dit que pendant les accalmies dans les combats, il venait s'assurer que tout allait bien et que l'école n'était pas envahie par des pillards. « J'ai bien empêché quelques personnes d'entrer dans l'école, mais la plupart ne venaient pas pour piller car ils avaient d'une certaine façon du respect pour ce que représente l'école. »

Pour lui comme pour bien d'autres, le plus important, c'est l'école car elle offre aux enfants la possibilité de pouvoir faire un jour de bonnes études secondaires.

D'après les responsables du Conseil municipal, 90 pour cent des élèves ont achevé leurs études primaires à Umm Qsar, mais 10 pour cent seulement, leurs études secondaires. Ils disent que ceux qui n'ont pas fréquenté l'école secondaire sont partis s'installer en ville ou sont devenus militaires.

En collaborant avec l'OIM, le Conseil municipal espère que la réouverture prochaine de l'école permettra aux enfants de ne plus traîner dans la rue. Ils doivent retourner en classe pour bien montrer qu'une page a été tournée et que le pays va connaître des jours meilleurs. Le programme de l'OIM va directement aider 620 élèves et dix enseignants.

Mais déjà, Jassim déborde d'idées sur la façon d'améliorer le niveau général de l'enseignement dispensé. « Des ordinateurs, nous avons besoin d'ordinateurs ! Les enseignants et les élèves doivent se familiariser au plus vite avec ce nouvel outil pour pouvoir accéder à la connaissance et à la démocratie. Une fois que l'électricité et le téléphone seront rétablis, il faudrait essayer d'installer un ordinateur à l'école. Ma vieille école pourra ainsi redevenir le cœur de la collectivité. »

**Jean-Philippe Chauzy, du siège de l'OIM, en mission en Irak**

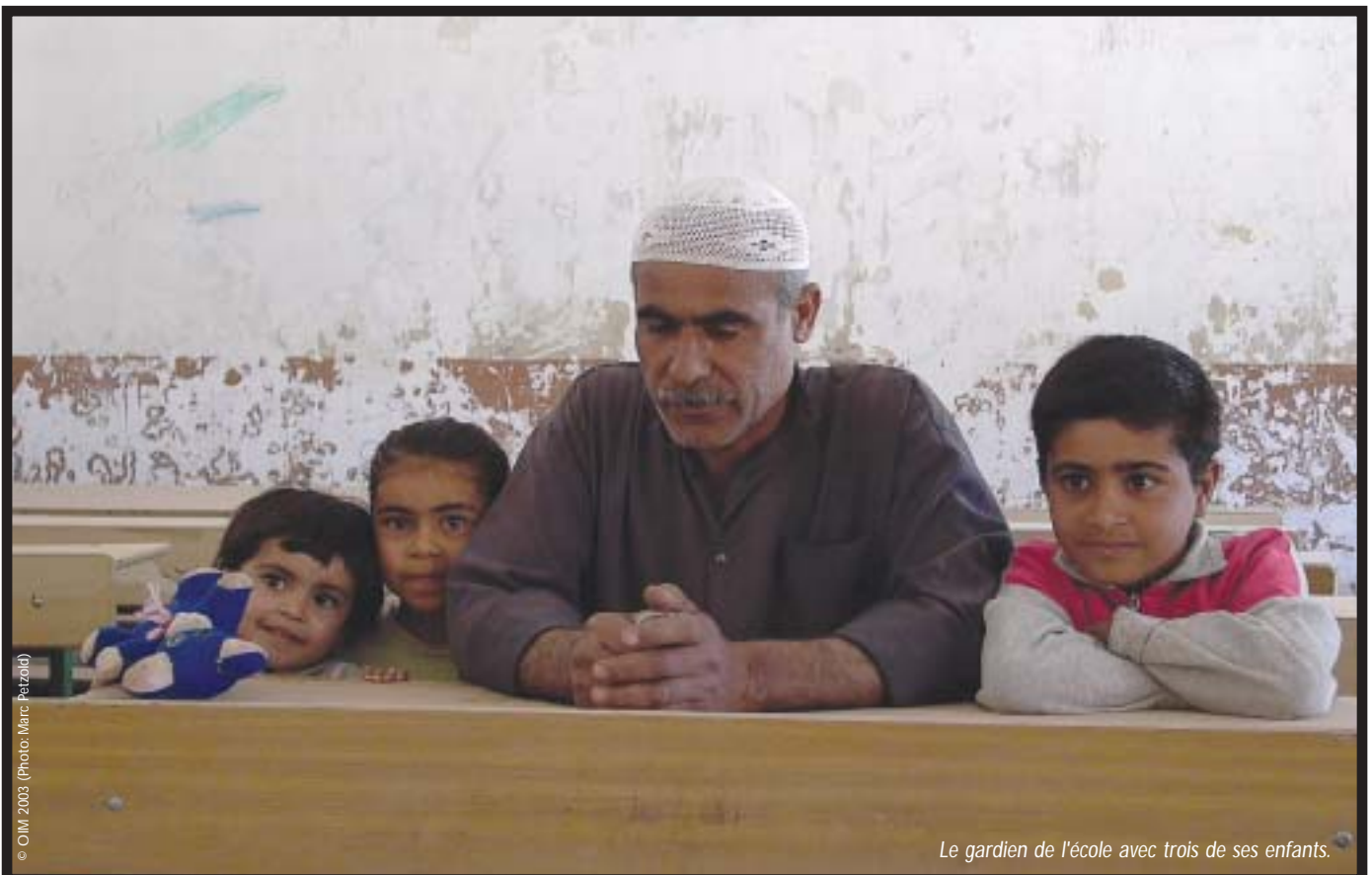
Depuis la fin des opérations militaires en Irak, l'OIM a lancé un vaste programme destiné à répondre aux besoins urgents de la population – l'Initiative de transition en Irak (ITI).

Ce programme de 8 millions de dollars financé par le Bureau des Initiatives en faveur de la Transition (Office of Transition Initiatives) identifie et finance des projets visant à améliorer rapidement les conditions de vie de la population irakienne.

Destiné à l'ensemble du pays, il aura essentiellement pour but de rendre les institutions locales mieux à même de prendre en charge l'amélioration des infrastructures pour l'ensemble de la population, notamment les personnes déplacées retournant chez elles. Son succès dépendra de la participation des intéressés – au niveau aussi bien local que national – qui définiront les priorités.

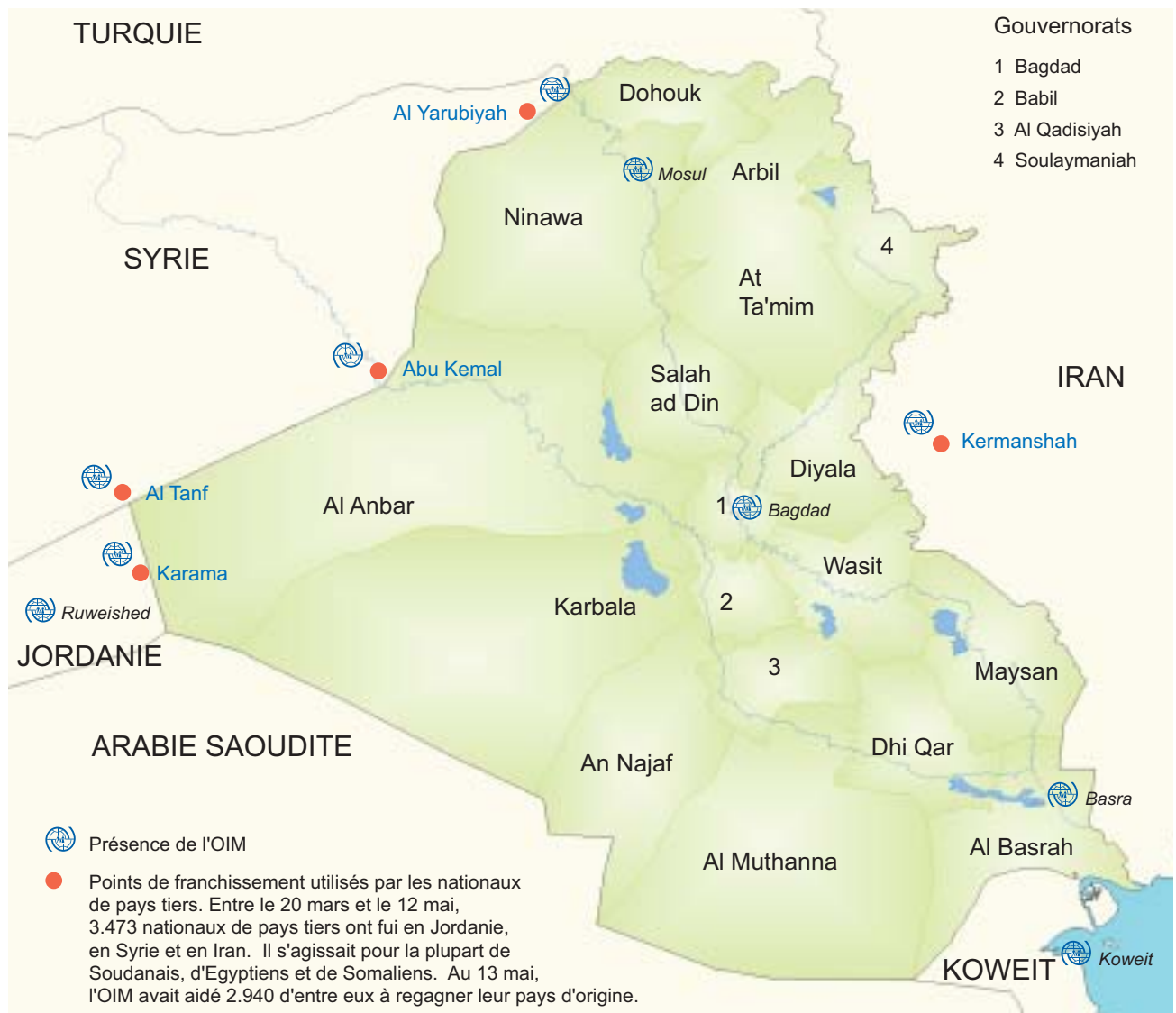
Ce programme servira également à établir des liens entre les communautés régionales et nationales et les autorités nationales pour encourager d'autres activités dites de transition, notamment pour faciliter la réintégration des personnes déplacées, des réfugiés et des anciens combattants.

Ce programme se base sur des programmes similaires menés à bien par l'OIM en Afghanistan, dans l'ex République yougoslave de Macédoine, au Timor oriental, au Kosovo, en Haïti, au Guatemala et en Albanie.



Le gardien de l'école avec trois de ses enfants.

# Opérations de l'OIM en Irak



## ONG PARTENAIRES S'OCCUPANT DES DÉPLACÉS INTERNES EN COOPERATION AVEC L'OIM

Ninawa  
World Vision International

At Ta'mim  
Conseil norvégien pour les réfugiés

Salah ad Din  
CONCERN Worldwide

Al Anbar  
Fédération luthérienne mondiale  
Norwegian Church Aid

Diyala  
Conseil danois pour les réfugiés

Baghdad  
Première Urgence

An Najaf  
Save Children /US/UK

Al Qadisiyah  
Mercy Corps International

Wassit  
Mercy Corps International

Babil  
Conseil norvégien pour les réfugiés

Karbala  
Comité international de secours

Al Basrah  
Save Children (US/UK)

Maysan  
Ockenden

Al Muthanna  
ACTED

Dhi Qar  
GOAL



Environ 1 million de Kosovars avaient fui le conflit de 1999. L'OIM a aidé près de 200 000 d'entre eux à retourner au pays. © V. Brandjolica 1999 - MYU0057



Des enquêtes réalisées à la fin de la guerre ont montré que la population souffrait de stress post-traumatique. L'OIM a organisé un cours de formation pour aider des personnes traumatisées. Aujourd'hui, beaucoup de personnes souffrent des séquelles liées à la guerre.

# Quatre ans après, l'OIM pours

Près de 35 000 personnes, dont beaucoup d'anciens combattants de l'Armée de Libération du Kosovo (ALK) reçoivent une formation professionnelle et une aide pour trouver un emploi ou créer leur propre entreprise. © OIM 2001 (Photo: Luan Puka)



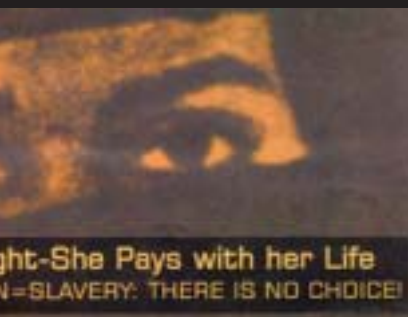
Quatre ans tout juste après le démarrage des opérations de l'OIM au Kosovo, plus de 300 membres du personnel de l'Organisation continuent à apporter leur assistance à la population à partir de dix bureaux établis dans toute la province. L'action de l'OIM est axée non plus sur des mesures d'urgence mais sur des programmes de développement à long terme.





Le conflit ont montré qu'environ 25 pour cent de la population est post-traumatique. L'OIM et l'Université de Pristina ont travaillé pendant un an sur le soutien psychosocial et la prise en charge des victimes. Aujourd'hui, 40 conseillers apportent leur soutien à ceux souffrant de stress post traumatique. © Andrea Balossi 2000

## Unité son action



L'OIM lutte contre la traite des êtres humains en lançant des campagnes d'information qui fournissent des données précises sur les dangers liés à la migration clandestine. Le bureau de l'OIM à Pristina a contribué au retour et à la réintégration de 377 victimes de la traite.

Affiche de la campagne d'information « Vous payez pour la nuit, elle paie de sa vie. »



Le programme de l'OIM en faveur du Corps de protection du Kosovo (CPK), organisme de protection civile créé après le conflit, a assuré la formation à près de 5 000 membres du CPK, dont 3 048 sont aujourd'hui en service actif, les autres étant réservistes.

© Enisa Rashlanin 2002

Une intervention chirurgicale menée par une équipe médicale suédoise dans le cadre d'un programme de formation pour les médecins et chirurgiens Kosovars. Ceux-ci acquièrent les dernières techniques opératoires et post opératoires. Pour les cas qui ne peuvent être traités au Kosovo, ce programme assure une prise en charge en Suède et en Bosnie Herzégovine.

© OIM 2002

(Photo: Xhevdet Kallaba)



L'OIM aide des minorités à développer des entreprises dans le cadre de certains de ses projets, au nombre de plus de 800, notamment en remettant en état les habitations, les écoles, les routes et les centres de formation professionnelle. Plus d'un million de Kosovars ont bénéficié de cette aide.

© OIM 2002

(Photo: Xhevdet Kallaba)



© Friedrich Zawrel

Zawrel à 11 ans, peu avant son internement à la clinique.

# La vie volée de Friedrich Zawrel

La route qui mène directement à l'immense clinique située sur une colline au-dessus de Vienne est raide. La clinique s'appelle aujourd'hui *Baumgaertner Hoehe* mais dans l'Allemagne nazie le complexe était connu sous le nom de « *Steinhof* ». La clinique, répartie sur 20 bâtiments de trois étages, est située dans un parc idyllique où les fleurs s'épanouissent à l'ombre d'arbres centenaires. Il est aujourd'hui difficile d'imaginer qu'il y a soixante ans, cet endroit paisible fut la scène d'atrocités innombrables perpétrées par des infirmières et des docteurs nazis sur des centaines d'enfants.

A l'entrée rien n'indique aux visiteurs comment se rendre au mémorial Stein-

hof qui présente des photos et des informations sur les victimes de la clinique. Dans une grande salle blanche aux murs nus et au sol carrelé, un petit homme trapu à lunettes fait un exposé à une trentaine de personnes âgées. C'est Friedrich Zawrel, l'un des rares rescapés des expériences médicales effectuées au service pédiatrique *Am Spiegelgrund* de Steinhof. L'auditoire est parfaitement silencieux pendant que Zawrel raconte l'épisode le plus macabre de sa vie.

Zawrel n'avait que onze ans lorsqu'il tomba aux mains des nazis. Etant alcoolique, son père n'était pas considéré comme un membre utile à la société par les nazis, qui avaient pris le pouvoir



© OIM 2003 (Photo: Marie Agnes Heine)

Friedrich Zawrel aujourd'hui, alors qu'il nous raconte son histoire.

politique en Autriche après que le pays se fut « rallié » au Reich en 1938. La famille entière était considérée comme antisociale et le jeune Zawrel ne fut pas autorisé à faire partie des organisations de jeunesse nazie. Excédé par les railleries de ses camarades de classe sur son absence aux rassemblements de la jeunesse hitlérienne, il cessa d'aller à l'école. Après trois semaines d'absence il fut emmené au service *Spiegelgrund* pour enfants « difficiles à éduquer ».

Zawrel y fut examiné par le docteur Heinrich Gross, psychiatre dont l'influence malveillante devait peser sur lui tout au long de sa vie. Le docteur Gross le mesura de la tête aux pieds et pris des photos.

A son second séjour à *Spiegelgrund*, Zawrel fut envoyé dans une clinique où était pratiquée l'euthanasie. Les nazis avaient commencé à éliminer systématiquement les personnes considérées comme « n'étant pas dignes de vivre » à cause de supposés défauts ou maladies génétiques. Le programme d'euthanasie était mis en œuvre dans des cliniques et des hôpitaux où ces personnes étaient exécutées sur-le-champ au moyen d'injections mortelles ou d'infections administrées délibérément.

Le docteur Ernst Illing, médecin principal de la clinique, affirma dans son rapport que le garçon était issu « d'une famille génétiquement et sociologiquement inférieure ». Zawrel se souvient que le docteur Illing le faisait venir et le

fenêtre était obscurcie. Mes seuls vêtements étaient une chemise de nuit et des pantoufles. » Il n'était autorisé à quitter la pièce que pour ce qu'on appelait sa thérapie médicale. Le docteur Gross le soumettait alors à des injections qui lui causaient des nausées violentes et à d'autres piqûres douloureuses dans la colonne vertébrale. Au cours d'une autre « expérience » il fut enroulé dans un drap mouillé comme une momie et laissé à même le sol dans ses excréments pendant des jours sans possibilité de bouger, sans eau et sans nourriture. Une autre fois, deux infirmières l'arrosèrent d'eau glacée jusqu'à ce qu'il perde quasiment connaissance.

Vivant dans la peur permanente d'être exécuté, car des enfants disparaissant



© OIM 2003 (Photo: Marie Agnes Heine)

Au cours de sa première semaine à la clinique, Zawrel fut confronté à la cruauté et la tyrannie du personnel infirmier. Lorsqu'il refusait de prendre ses « vitamines » quotidiennes, en réalité des médicaments qui lui donnaient le vertige et le faisaient somnoler, ceux-ci lui étaient administrés de force par voie orale.

Zawrel fut ensuite transféré de *Spiegelgrund* dans une maison de correction pour la jeunesse à Mödling, près de Vienne. On l'y forçait à travailler dur toute la journée et à assister à des cours d'éducation politique le soir. Victime d'abus sexuels de la part d'un éducateur, Zawrel fut dénoncé comme déviant sexuel et renvoyé à *Spiegelgrund*.

forçait à se tenir nu devant des infirmières pour servir d'exemple aux supposées « infériorités génétiques et sociologiques ». Le docteur Illing indiquait à l'aide d'une baguette les « caractéristiques typiques de l'infériorité raciale ». « J'ai mis des dizaines d'années à me remettre de cette humiliation, » raconte Zawrel, « et jusqu'à une période très récente, je ne pouvais supporter le rire d'une femme. » Après la guerre, le docteur Illing fut condamné à mort pour meurtre, torture et mauvais traitements infligés à des enfants à *Spiegelgrund*.

Zawrel tenta de s'échapper, mais il fut pris et enfermé dans une petite pièce. « Pendant des mois je fis les cent pas dans une cellule aux murs nus. Il n'y avait ni chaise, ni bureau, et même la

Portraits de certaines des 772 victimes de la clinique Steinhof.

saient de la clinique du jour au lendemain, Zawrel fut également témoin des meurtres systématiques perpétrés par les nazis. A travers une petite fissure dans sa fenêtre obscurcie, il voyait des hommes transporter des corps d'enfants. Après la guerre, il fut annoncé publiquement qu'au moins 772 enfants avaient été tués à *Spiegelgrund* par des injections ou à la suite d'infections pulmonaires provoquées délibérément. Certaines parties de leurs corps furent conservées dans des bocaux au sous-sol et ont servi de matériaux de recherche jusqu'à la fin des années 1990. Ce n'est qu'en avril 2002 que 600 urnes contenant les corps des victimes furent enfin inhumées lors d'une cérémonie publique au cimetière central de Vienne.

Zawrel put finalement s'enfuir de la clinique à la fin de l'année 1943 avec l'aide d'une infirmière. Sa mère l'aidera secrètement pendant un temps, mais il dut ensuite survivre par ses propres moyens. En 1944 il fut arrêté alors qu'il volait de la nourriture à des soldats. On demanda son avis d'expert au docteur Illing qui reprit ses déclarations précédentes sur le « caractère anormal » de ce dernier et son « monstrueux manque d'émotions ». Zawrel fut condamné à 18 mois de détention dans une maison de correction.

Après avoir été libéré, Zawrel s'intégra difficilement à la société d'après-guerre. Il eut quelques emplois temporaires et fut par la suite emprisonné pour vol mineur. En 1975 le tribunal régional de Vienne demanda au docteur Heinrich Gross, celui-là même qui l'avait torturé lorsqu'il était enfant, de fournir un rapport sur la personnalité de Zawrel. Bien qu'il eût été dans un premier temps condamné à deux ans de prison pour homicide involontaire d'enfants, le docteur Gross avait par la suite été acquitté pour vice de forme. Pire encore, il fit une carrière remarquable en tant qu'expert en Autriche. Pour dresser son rapport accablant trente ans après la fin de la guerre, le docteur Gross s'inspira du rapport du docteur Illing de 1944, dans lequel il était certifié que Zawrel était un « sociopathe actif, mentalement anormal ». Le rapport contenait une mise en garde contre la libération de Zawrel et le qualifiait de « délinquant dangereux et récidiviste », moyennant quoi il fut condamné à six ans de prison et dix ans dans une institution.

Pour la première fois de sa vie, Zawrel refusa de se résigner : il écrivit

une lettre au Ministre autrichien de la justice en mettant en cause la légitimité du docteur Gross au vu de ses antécédents de bourreau du régime Hitlérien. Il ne reçut jamais de réponse. Une autre évaluation psychiatrique confirma le diagnostic établi par le docteur Gross et loua les compétences du docteur nazi.

En 1978 Zawrel parvint à faire passer une lettre à un journaliste du quotidien Viennois *Kurier*, qui entama des recherches sur son passé. Le 17 décembre 1978, le *Kurier* publia un article intitulé « Un docteur de la clinique nazie de la mort ». Cet article relança l'intérêt pour l'affaire et en 2000 le docteur Gross fut enfin inculpé pour implication dans le meurtre d'enfants à *Spiegelgrund*.

Mais il fallut encore trois ans à Zawrel et l'aide de nombreuses personnes dévouées à sa cause pour retrouver la liberté. Lorsqu'il sortit finalement de prison Zawrel, alors âgé de 52 ans, avait passé 26 années de sa vie en détention.

Cependant, même après sa libération, Zawrel continua à subir les conséquences de la persécution nazie, et en 1999 on refusa de lui accorder une pension de victime sur la base du rapport d'expert du docteur Illing.

C'est seulement récemment que toutes les condamnations datant de la guerre ont été supprimées du casier judiciaire de Zawrel et qu'une pension de victime lui a enfin été accordée. Zawrel a également droit à une indemnité au titre du Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste de l'OIM, indemnité qu'il recevra dans le courant de cette année.

Ce retraité de 73 ans s'est réintégré à la société mais il est loin de partager la vie tranquille de ses congénères. Il fait des exposés auprès de personnes de tous âges et ne se lasse pas de raconter son histoire pour l'empêcher de tomber dans l'oubli. « Je suis heureux d'avoir été réhabilité et d'avoir trouvé tant de personnes et d'amis pour me soutenir pendant ma longue évasion de *Spiegelgrund*, » reconnaît Zawrel, « mais au bout du compte rien ni personne ne pourra me dédommager de la souffrance, de la peur et du sentiment d'impuissance vécus là-bas, ni me débarrasser des cauchemars qui me hantent toujours. »

Marie Agnès Heine, OIM Genève



© OIM 2003 (Photo: Marie Agnès Heine)

La clinique Steinhof à Vienne.



# Une nouvelle vie en Espagne

Alors qu'ils travaillaient dans les sous-sols d'une maison d'édition en Colombie, quatre jeunes gens passaient tout leur temps libre à observer et à comprendre le fonctionnement des machines servant à relier des livres.

Ces heures assidûment passées à observer ces machines leur ont ouvert les portes d'un avenir plus prospère à l'étranger, un avenir à partager avec leurs familles.

Ces hommes de taille moyenne, aux traits latins et à la peau mate ne pensaient pas que leur pari sur l'avenir allait payer. En effet, ils passaient le plus clair de leur temps à contourner les embûches de la vie quotidienne.

Peu à peu, l'idée de quitter la Colombie pour aller travailler en Espagne pris forme. Après tout, cela leur permettrait sûrement d'assurer un meilleur avenir pour leurs familles.

Un jour, un ami leur suggéra de poser leur candidature pour un emploi proposé par une entreprise espagnole à la recherche de collaborateurs.

SENA, l'organisation chargée de mettre en place le processus de sélection, fut leur premier contact avec ce qu'ils appelèrent « l'autre monde ». D'abord, ils se soumièrent à un examen psychologique et à un test de connaissances, visant à évaluer leurs compétences par rapport aux postes vacants.

Puis, ils assistèrent à deux réunions organisées par des entrepreneurs espagnols, au cours desquelles on leur expliqua en quoi consisterait leur futur travail et quel serait leur salaire. On leur fournit également des informations concrètes sur la vie en Espagne.

Pendant les quatre longs mois que dura le processus de sélection, ils attendirent avec impatience de savoir s'ils avaient été sélectionnés pour aller travailler « à l'autre bout du monde ».

Le temps s'écoula lentement. Leurs espérances, elles, augmentaient de jour en jour.

Enfin, ils reçurent une lettre leur confirmant qu'ils avaient été acceptés au titre de ce programme de migration

de travail. Dès lors, ils commencèrent à planifier leur voyage et entreprirent les démarches administratives pour être acceptés comme travailleurs migrants en Espagne.

Ils quittèrent leurs emplois respectifs et l'OIM les aida dans leurs démarches administratives et finança leur billet d'avion.

## Prêts pour le voyage

Afin de limiter les coûts, Víctor, Benito, Pedro et Néstor décidèrent d'habiter sous le même toit. Ils se connaissaient bien, car ils avaient travaillé ensemble et partagé plus d'une bière.

Víctor est le meneur des quatre: il met toujours l'accent sur les aspects positifs et fixe les stratégies à suivre. Benito est l'amabilité faite homme.

Le bureau de l'OIM à Bogota collabore avec le Consulat d'Espagne pour fournir une assistance aux migrants colombiens participant au programme de migration de main-d'œuvre. L'action de l'OIM consiste notamment à aider les candidats sélectionnés à se rendre en Espagne. Depuis novembre 2002, l'OIM est venue en aide à 216 d'entre eux.

Ces dernières années, la poursuite du conflit armé et la mauvaise conjoncture économique ont incité un plus grand nombre de Colombiens à quitter leur pays. Selon des chiffres officiels, une moyenne de 200 000 Colombiens quittent leur pays chaque année pour ne jamais revenir. L'Espagne est devenue l'un de leurs principaux pays de destination. Selon l'Institut national statistique espagnol, entre 350 000 et 400 000 Colombiens vivent aujourd'hui en Espagne. Sur ce nombre, la moitié environ sont des migrants irréguliers.

Néstor est rationnel et Pedro apporte la note de gaieté dans le groupe.

Tout ce qu'ils savent sur l'entreprise qui les a recrutés, c'est qu'elle est grande et qu'elle possède des machines modernes et de bonne qualité. L'usine espagnole en question s'est engagée à leur trouver un logement en Espagne, à leur verser un pécule d'intégration et à les affilier à une assurance médicale et aux diverses prestations sociales.

Hugo Rico, l'un des immigrants déjà installés en Espagne, a partagé son vécu avec ceux qui le rejoindront bientôt. Il leur a expliqué que la nostalgie ne le quitte jamais et que la solitude a été très dure à vivre, et il a insisté sur la nécessité de fréquenter les compatriotes colombiens, en attendant de connaître d'autres personnes.

Le soutien de leurs familles a été fondamental. Ce sont elles qui leur permettent de continuer à caresser l'espoir d'une vie meilleure au bout de ce voyage. En restant unis, ils pensent pouvoir surmonter le sacrifice que représente cette séparation. D'autant plus que, après un an, les travailleurs ont la possibilité de demander un permis pour deux membres de leur famille.

Ces hommes, âgés de 36 à 42 ans, racontent leurs histoires entremêlées des aspirations pour leur nouvelle vie.

De plus, ils disent qu'ils ne partent pas seuls : ils emportent avec eux leur culture, leur répertoire de bonnes chansons, leurs sourires perpétuels, leur espoir et leur fabuleux désir d'accomplir leurs rêves. Ils n'ont pas l'intention de baisser les bras de sitôt. Ils savent que leurs familles dépendent de l'argent qu'ils pourront leur envoyer chaque mois, qu'il y en ait peu ou beaucoup, et ils savent aussi que, si les conditions sont favorables, le type d'accord dont ils bénéficient peut devenir un outil d'intégration sociale et professionnelle pour des milliers d'immigrés colombiens.

# Après les combats, l'espoir

« **A**vant la guerre, la banlieue de Lukinda à Pweto était fière de ses quatre écoles pour près de 19 000 habitants. Notre école primaire, construite en 1948, comptait 14 classes bien remplies. Mais la guerre a changé tout cela. L'école a été détruite et les parents ruinés, leurs possessions ayant été volées et leurs champs dévastés. »

Tshulu Kaputala est directeur de l'école primaire de Kaansa, un hameau aux environs de Pweto. Malgré toutes les destructions engendrées par la guerre, il dit garder espoir en un avenir meilleur grâce à un programme de reconstruction et de réinsertion de l'OIM financé par la Commission Européenne.

Six salles de classe ont été reconstruites et entièrement remeublées. Aujourd'hui, 529 enfants fréquentent l'école assidûment et le chahut de la cour de récréation a presque repris son cours d'avant la guerre.

La petite ville de Pweto est blottie au bord du lac Moero, au sud de la province du Katanga, dans la partie la plus à l'est de la République démocratique du Congo. Avant la guerre, la ville vivait essentiellement de l'agriculture et de la pêche. En outre, sa situation près de la frontière zambienne en faisait un comptoir important sur la route du cuivre.

De mars 1999 à décembre 2000, de violents combats ont opposé les Forces armées congolaises soutenues par les troupes zimbabwéennes et namibiennes aux rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie soutenus par le Rwanda.

Pweto et ses infrastructures, notamment médicales, furent totalement détruites. En décembre 2000, une épidémie de choléra entraîna la mort de plus de 500 personnes. Sur les 220 000 personnes qui vivaient dans la région avant la guerre, seules 10 000 à 15 000 d'entre elles y sont retournées jusqu'à présent et l'accès à l'eau potable, à l'éducation et aux soins reste problématique.

La paix est finalement revenue avec le retrait des forces belligérantes en 2001, mais la population locale a tardé à revenir car la plupart des infrastructures détruites n'avaient pas encore été réhabilitées. Il restait beaucoup à faire pour rendre les pistes accessibles et reconstruire les écoles et les centres de soins.

Dans un premier temps, seuls les chefs de famille ont regagné la région, principalement pour ensemercer leurs champs qui avaient été laissés en friche. Les familles les ont rejoints par la suite pour participer aux récoltes.

A l'école primaire de Kaansa, Tshulu Kaputala témoigne du renouveau de sa



Plus de 100 kilomètres de pistes ont été rendus carrossables.



La pêche a repris sur le lac Moero, stimulant l'économie locale.

ville : « davantage d'enfants se présentent chaque jour à l'école. De plus en plus de réfugiés et de familles déplacées reviennent. »

Il affirme que les travaux de reconstruction effectués sous la supervision de l'OIM ont contribué à stimuler le marché du travail. L'utilisation des ressources locales a également participé à relancer l'économie de la région.

Aujourd'hui, plus de 275 personnes travaillent quotidiennement sur les sites de reconstruction de la ville et la plupart des villageois se sont joints à cet effort. Les carrières de pierre sont à nouveau exploitées face à une demande en hausse constante pour refaire les pistes, reconstruire les écoles et les centres de soins de base.

Cela fait 16 mois que le programme a été lancé et six écoles ont déjà été entièrement reconstruites. Plus de 100 kilomètres de pistes ont été rendus carrossables, ce qui permet à des camions de 20 tonnes de sillonner la région, relançant le commerce avec les régions voisines.

Le système d'adduction d'eau, négligé, a été entièrement remis en état par l'OIM et permet aux villageois d'avoir accès à l'eau potable, ce qui a eu un effet positif sur la santé et le bien-être général de la population. Trois centres de soins ont également réouverts récemment.

Pweto et sa région reviennent rapidement à la vie et même le moulin, situé au centre de la ville, fonctionne à nouveau à plein régime, ce qui permet aux producteurs locaux de moudre le maïs qu'ils vendent ensuite aux villes et villages des environs.

Le marché est animé. Les commerçants rapportent que le volume du commerce a décuplé depuis mai 2002 et qu'ils peuvent circuler entre leurs villes et les localités voisines de Lubumbashi, Kapulo et Kizabi.

« Les efforts de reconstruction de l'OIM ont largement contribué à soutenir le moral de la population, » affirme Chambuwa Kaputa, qui gère l'entreprise de gestion des eaux.

Pourtant, dès son lancement en novembre 2001, le programme a dû faire face à de nombreuses difficultés: la main d'œuvre locale manquait, la plupart des habitants ayant quitté la région, et les petits commerces, partenaires essentiels de la reconstruction, avaient fait faillite.

D'après Pierre Germain, qui dirige le programme de l'OIM à Pweto, « il était essentiel d'aider les petits commerces, les entreprises locales et les ONG, qui avaient besoin d'assistance technique et administrative. »

En trois mois, l'OIM a favorisé la création de neuf nouveaux commerces. Sept

d'entre eux ont accepté de contribuer à la logistique et à l'effort humanitaire et tous ont accepté de réinvestir une partie de leurs bénéfices dans des actions communautaires pour la reconstruction des infrastructures.

« La logistique elle-même a posé un défi important, puisque que la route de 485 kilomètres qui relie Lubumbashi à Pweto ne permettait pas le passage de camions de plus de trois tonnes, et que la seule piste d'aviation existante était impraticable. Cela vous donne une idée des difficultés que nous avons rencontrées, » raconte Pierre Germain.

Pendant de longues semaines, des camions transportant des matériaux de construction et des outils ont donc transité par la Zambie. Au village frontalier de Lupya, les marchandises étaient déchargées et transportées en vélo ou en barque jusqu'à Pweto.

Mais ces efforts commencent maintenant à payer et la population locale a repris confiance en l'avenir économique de la région, en particulier depuis que la pêche a recommencé sur le lac Moero.

**Laurent DE BOECK, OIM Bruxelles en mission à Pweto, République démocratique du Congo.**

# Les premiers pas vers l'intégration des réfugiés soudanais en Finlande

« Les cours d'orientation culturelle nous facilitent beaucoup la vie en tant que parents. Ils nous ont aidés à comprendre la culture et la société finlandaises. Nous sommes maintenant mieux équipés pour transmettre ce savoir à nos enfants. » Federkio Abraham Fandesio, 29 ans, arrivé en Finlande en mars 2003 avec 126 autres réfugiés soudanais.

Les quatre membres de la famille Fandesio viennent de s'installer dans la ville de Vantaa, proche de la capitale, Helsinki. Ils sont arrivés dans leur pays d'adoption au titre du système de quota annuel de réfugiés admis en Finlande. Comme des milliers de leurs concitoyens, ils ont fui la guerre dans leur pays et cherché un refuge à l'étranger.

Les cours d'orientation culturelle permettent aux réfugiés autorisés à se réinstaller en Finlande d'acquérir les connaissances de base pour commencer leur nouvelle vie.

L'an dernier, avec d'autres réfugiés, la famille Fandesio a suivi pendant trois jours un cours d'orientation culturelle au Caire. Les participants ont pu faire un tour d'horizon des questions touchant la géographie, la culture, la société, la politique et l'économie de la Finlande. D'autres aspects concrets permettant une bonne intégration des réfugiés ont également été abordés, tel que l'enseignement, l'emploi et les stratégies d'ajustement culturel. Pour rendre ces cours plus intéressants et plus vivants, les formateurs de l'OIM ont encouragé un travail d'équipe, ont conçu des jeux et des jeux de rôle et ont organisé de nombreux débats.



Des réfugiés soudanais suivent un cours d'orientation culturelle au Caire.

© OIM 2003 (Photo: Aisha Marouf)

## Une intégration réussie

Une intégration réussie est un processus qui commence dans le pays d'origine et se poursuit à l'arrivée dans le pays d'accueil. C'est pourquoi l'OIM encourage tous ces réfugiés à prendre part à la vie de la collectivité dès leur arrivée.

« L'orientation culturelle dispensée au départ fournit aux réfugiés non seulement des informations générales sur la société finlandaise, mais elle leur indique aussi quels services la municipalité met à leur disposition. Et parce que nous leur expliquons quel rôle les services sociaux jouent en Finlande, notre tâche est plus facile quand nous les rencontrons à leur arrivée en Finlande, » explique Eeva Peltonen, assistante sociale à l'Unité d'immigration de Vantaa. « Même si les réfugiés suivent des cours d'orientation culturelle avant d'arriver en Finlande, les assistants sociaux de chaque municipalité jouent un rôle important car ils facilitent le processus d'intégration. Notre travail consiste à fournir un soutien total aux réfugiés nouvellement arrivés. »

Plus que tout autre groupe arrivant en Finlande, les réfugiés soudanais ont besoin d'être aidés dans leur intégration, estime Eeva Peltonen. Certains d'entre eux, ne sachant pas lire, font face à de nombreuses difficultés pour s'adapter à une culture et à une société nouvelles. « Tout réfugié adulte qui s'installe en Finlande a le droit d'établir son propre projet d'intégration avec l'assistant social qui lui a été attribué et sous

la coordination d'un représentant de l'agence pour l'emploi. Ce projet doit être réaliste et comporter des activités concrètes propres à améliorer leur intégration : l'apprentissage de la langue, l'entrée sur le marché du travail et la familiarisation avec la société. Il permet aux réfugiés de savoir que faire à l'avenir et comment le faire. Ils peuvent toujours modifier leur projet d'intégration, parce qu'il leur appartient. Il n'est ni la propriété des services sociaux ni celle de l'agence pour l'emploi. Ils peuvent le concrétiser et recevoir une prestation financière pendant un maximum de trois ans. »

### Des attentes réalistes

« À notre arrivée en Finlande, la première rencontre avec notre assistante sociale s'est très bien passée. Nous n'avons pas eu de mauvaises surprises parce qu'on nous avait donné tous les renseignements nécessaires pendant les cours d'orientation culturelle, » explique Mme Fandesio. Arborant un large sourire, elle ajoute : « Sans ces cours, nous nous serions posé beaucoup de questions. Grâce à eux, nous avons eu confiance en nous-mêmes et sommes restés détendus à notre arrivée en Finlande. »

Deng Mangeth, un autre réfugié soudanais qui vient juste d'arriver à Vantaa avec sa femme et ses deux enfants, affirme qu'il a vraiment profité de ces cours : « Je peux dire que cours d'orientation culturelle sont importants

parce qu'ils atténuent les malentendus, le sentiment de dépression et les malentendus qui peuvent naître au contact de la culture et la population d'accueil. Je ne suis pas surpris, par exemple, ni contrarié quand mes voisins ne me saluent pas comme on le fait au Soudan. L'OIM nous a expliqué ces différences culturelles. Quand vous comprenez ces choses, c'est beaucoup plus facile de les accepter et de s'y faire. »

D'après Johanna Vuori-Karvia, coordonnatrice de projet pour l'OIM à Helsinki, pour que l'intégration se passe bien, les réfugiés doivent savoir ce qu'ils peuvent attendre de leurs voisins. « Les Finlandais sont des gens très gentils mais ils ne parlent pas beaucoup quand ils rencontrent quelqu'un pour la première fois. C'est une façon d'être différente, mais ça ne veut pas dire qu'ils sont hostiles aux étrangers. Ici, la température ne se réchauffe pas avant juin, alors les Finlandais ont besoin de temps pour être chaleureux envers les nouveaux arrivants ! »

Tous les réfugiés qui ont suivi les cours d'orientation culturelle de l'OIM s'accordent à dire que cette formation apporte non seulement des informations concrètes sur leur réinstallation et sur les attentes qui peuvent être les leurs en Finlande, mais aussi qu'ils leur donnent la force de faire les premiers pas, les plus difficiles, vers une intégration réussie.

**Aisha Marouf et  
Johanna Vuori-Karvia  
OIM Helsinki**

### Les cours d'orientation culturelle de l'OIM

Nombreux sont les réfugiés et les migrants qui, lorsqu'ils se réinstallent dans un nouveau pays sans avoir de connaissances concrètes sur la nouvelle vie qui les attend, doivent passer à travers une longue période d'ajustement et de difficultés personnelles. L'absence d'informations avant l'arrivée dans le pays peut aussi mettre à rude épreuve les services sociaux du pays d'accueil et créer des tensions avec la population locale.

En donnant aux réfugiés des informations factuelles sur leur réinstallation et sur la vie quotidienne dans leur nouveau pays, on évite les attentes peu réalistes. Et cette formation contribue à rendre sces réfugiés plus autonomes. Elle renforce leur aptitude à l'autosuffisance et permet une intégration en douceur dans la société d'accueil.

Dans le monde entier, les cours d'orientation culturelle de l'OIM apportent des informations vitales aux réfugiés en partance pour la Finlande et la Norvège et à la plupart de ceux qui se rendent au Canada ou aux États-Unis. Depuis 2001, ceux qui se rendent en Finlande reçoivent des cours d'orientation culturelle en Égypte, en Iran et en Turquie.

En collaboration avec le ministère finlandais du Travail, avec des associations de réfugiés et des associations culturelles, l'OIM a mis au point – et met à jour en permanence – un programme de cours pour répondre aux besoins de chaque groupe de réfugiés et refléter les changements de la société finlandaise.

*La famille Fandesio commence une nouvelle vie en Finlande.*



# Au Bangladesh, une marche des femmes contre la violence

Les Bangladaises figurent parmi les femmes les plus maltraitées du monde, car d'après un rapport du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), environ une femme sur deux est fréquemment battue par des hommes. Cette violence prend des formes très diverses – coups, viol, attaques à l'acide qui les défigurent atrocement et même meurtres, souvent en rapport avec des différends familiaux dus au non-paiement d'une dot.

« Au Bangladesh, la violence contre les femmes est liée à leur statut, défini

par des valeurs patriarcales profondément enracinées dans la société bangladaise. Cela entraîne des violences, des inégalités et une subordination systématique des Bangladaises, » affirme le représentant régional de l'OIM à Dhaka, Shahidul Haque.

Au début de l'année, le Bureau de l'OIM à Dhaka a apporté son concours à une grande campagne lancée par une importante ONG locale, Ashaash (« espoir » en bengali) pour faire mieux comprendre à la population la nécessité

de mettre fin à la violence et à la traite des femmes et des enfants.

La secrétaire générale d'Ashaash, Khodeja Emdad Lata, qui est à l'origine de cette campagne, se sent personnellement concernée au plus haut point. « J'ai deux filles et chaque jour, je leur parle des terribles violences subies par les femmes de ce pays. Mes filles font partie d'une petite minorité consciente du problème. Grâce à cette campagne, je veux faire en sorte que tout le monde, au Bangladesh, sache que les violences

*Illustration utilisée dans un manuel de formation de l'OIM consacré à la lutte contre la traite.*



commises contre les femmes sont inacceptables et illégales. »

« Chaque année, des dizaines de femmes sont horriblement mutilées par des attaques à l'acide commises par des maris furieux du montant de la dot payée par la famille de leur épouse, bien qu'il soit illégal de donner ou de recevoir une dot au Bangladesh. Mais peu de pauvres gens savent que cette pratique est illégale et nombreux sont ceux qui considèrent les femmes comme des êtres socialement inférieurs. C'est pour cela que les victimes sont traumatisées à vie, aussi bien physiquement que sur le plan affectif, » ajoute-t-elle.

La campagne de sensibilisation d'Ashaash a été lancée le 22 février par une marche de 5 000 kilomètres à travers le pays qui a duré un mois. Cette « Marche pour la prise de conscience » ou « Jagoron Podojatra » a été organisée avec le soutien de l'OIM, de l'Agence américaine de Développement International, USAID, et du Haut-commissariat d'Australie.

Depuis Tentulia, dans l'extrême nord du pays jusqu' à Teknaf, près de Cox's Bazar, dans le sud-est du pays, cette marche a transmis le message de non violence contre les femmes et les enfants à quelque 200 000 habitants vivant dans 18 des 64 districts du Bangladesh.

La ministre de la Condition féminine et de l'enfance, Begum Khurshid Zahan Haque, présente lors de la première journée a affirmé que les violences contre les femmes et les enfants et la traite d'êtres humains constituaient de véritables « maladies sociales » qui devaient être prises en charge.

Un groupe de 30 artistes et musiciens de la troupe Dinajpur et des représentants des ministères ainsi que des journalistes ont accompagné les marcheuses, jouant des pièces de théâtre, chantant des chansons populaires, montrant des films vidéo et distribuant des feuillets d'information aux foules rassemblées à chaque étape.

« Au Bangladesh, le théâtre et les chansons populaires constituent le meilleur moyen de diffuser le message à beaucoup de gens, » estime Khodeja Emdad Lata. Elle se souvient d'un épisode touchant de la marche, lorsqu'un vieux propriétaire de vélo-taxi est monté sur scène en brandissant ses gains de la journée. « Il voulait donner son argent à une des actrices qui jouait le rôle d'une épouse répudiée. Il a dit que sa fille était elle aussi victime de vio-



A gauche, Khodeja Emdad Lata, avec d'autres participants.

lences et qu'elle avait été renvoyée chez elle parce qu'il n'avait pas pu payer sa dot. »

Le 8 mars, Journée internationale de la femme, les marcheuses ont atteint Dhaka, où elles ont été accueillies par la Première ministre bangladaise, Begum Khaleda Zia.

#### Lutte contre le trafic d'êtres humains au Bangladesh

En mars, le bureau de l'OIM à Dhaka a organisé un atelier régional consacré au problème de la traite des êtres humains. Des participants du Bangladesh, de l'Inde, du Pakistan, du Népal, de Thaïlande et de Sri Lanka ont étudié certains aspects de la traite des êtres humains et ont discuté des moyens à mettre en œuvre pour faire avancer la réflexion dans ce domaine.

Cet atelier faisait partie d'un projet qui rassemble des représentants de plus de 20 ONG nationales et internationales, d'organismes donateurs et des ministères qui s'emploient à élaborer des stratégies de lutte contre la traite. Un autre projet de l'OIM mis en œuvre avec la coopération des autorités et de la société civile a pour but de renforcer les programmes et les politiques visant à empêcher la traite, à lutter contre ce fléau et à protéger ses victimes.

Dans le cadre de ce projet, l'OIM offre une formation à la lutte contre la traite à 400 représentants de l'administration et des ONG locales. Ceux-ci formeront à leur tour des comités de lutte contre la traite au niveau des villages et des conseils locaux.

« Nous prenons l'engagement politique de mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de protéger leurs droits ; d'assurer leur bien-être et leur émancipation, de faciliter leur participation aux activités de développement en général et avant tout, de consolider leur statut et de mieux défendre leur honneur au sein de la société. Cette marche ne fait que renforcer notre engagement. »

Citant les programmes et les politiques de son gouvernement visant à éradiquer la violence contre les femmes et la traite des êtres humains, la Première ministre a déclaré que malgré des lois existantes garantissant l'égalité des femmes, celles-ci sont hélas encore trop souvent victimes de discrimination et d'exploitation.

Annonçant la création prochaine de centres de prise en charge dans les hôpitaux pour assurer un traitement et une assistance juridique aux femmes victimes de violences, elle a fait savoir que les lois ne pouvaient à elles seules mettre fin à ces violences et qu'il fallait aussi que les comportements changent.

Comme le reconnaît Khodeja Emdad Lata ; « Nous avons accompli des progrès considérables, mais il reste beaucoup à faire. Nous avons l'intention d'organiser l'an prochain une nouvelle marche avec l'appui de l'OIM pour transmettre notre message à 20 autres districts du pays. »

## Dialogue international sur la migration



No 2 – Compendium of Intergovernmental Organizations Active in the Field of Migration 2002 (212 pages – ISSN 1726-2224 – US\$16)

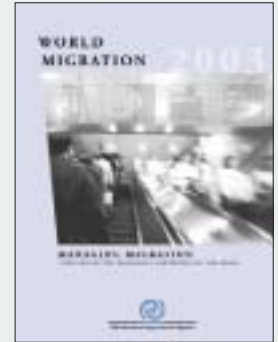
No 3 – Les normes juridiques internationales en matière de migration: tour d'horizon (56 pages – ISSN 1726-2224 – US\$16)

## Nouveaux titres !

## Etat de la migration dans le monde en 2003

Sur la base de la masse des données recueillies et de leur interprétation, ce rapport de l'OIM dresse un vaste tableau des données et des analyses de référence sur les mouvements de population. L'édition 2003 sera centrée autour du thème de la gestion des migrations. Les mesures mises en œuvre pour répondre à des problèmes migratoires spécifiques seront débattues dans le cadre d'une série d'essais où l'accent est mis tout à la fois sur l'aspect géographique et sur l'aspect thématique. (US\$60)

① A paraître prochainement



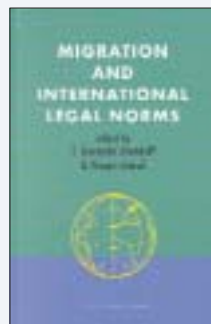
## Migration and International Legal Norms

Le recueil *Migration and International Legal Norms* constitue une analyse complète et à jour du droit international en matière de migration quant à ses sources et à sa portée. Les différents chapitres qui le composent examinent les normes internationales précisant le pouvoir des Etats de réguler les migrations et de fixer les règles devant régir la liberté de circulation, les migrations forcées, les droits de l'homme, le regroupement familial, la traite et le trafic illicite de migrants, la sécurité nationale, les sauvetages en mer, la santé, le développement, l'intégration et la nationalité.

*Migration and International Legal Norms* montre que, même s'il n'existe pas d'instrument juridique exhaustif dans le domaine de la migration internationale, il existe en revanche un large éventail de normes juridiques en la matière, telles que contenues dans les traités et conventions multilatéraux, les accords régionaux et le droit coutumier international. Ce recueil recense également quelques lacunes significatives du droit international et cite les domaines qui justifieraient une coopération accrue.

353 pages  
ISBN 90-6704-157-2  
US\$ 108

① Ce volume est édité par Kluwer Law International at Turpin Distribution Services Ltd, Blackhorse Road, Letchworth, Herts, SG6 1HN, United Kingdom, KLI@TurpinLtd.co



## Migration Research Series



No 12 – Irregular Migration in Turkey (104 pages – ISSN 1607-338X – US\$16)

No 13 – Bordering on Control: Combating Irregular Migration in North America and Europe (108 pages – ISSN 1607-338X – US\$16)

La liste des publications de l'OIM est disponible en ligne à l'adresse Internet suivante :

<http://www.iom.int>

## Les publications de l'OIM sont à commander à l'adresse suivante :

Organisation internationale pour les migrations, Unité recherche et publications  
17 route des Morillons, CH-1211 Genève 19, Suisse  
Tél : +41.22.717 91 11, Fax : +41.22.798 61 50, E-mail : publications@iom.int

Toute commande doit être accompagnée du paiement, lequel peut se faire soit par traite bancaire internationale, soit par mandat postal en dollars EU, payable à l'Organisation internationale pour les migrations à Genève.

Il est en outre possible de se procurer les publications de l'OIM dans les bureaux de vente des Nations Unies :  
E-mail : unpubli@unog.ch (Genève) ou publications@un.org (New York)